

Monsieur le Président, mes commettants sont fatigués de payer pour la mauvaise administration de cette société. Ils sont fatigués de payer pour un taux d'absentéisme anormal des employés. Mes commettants de Saint-Colomban, par exemple, ne comprennent pas pourquoi ils ne peuvent avoir un bureau de poste adéquat, alors qu'ils payent à même leurs taxes pour ces incuries administratives.

Le ministre Wilson, dans son budget du 26 février 1986, démontre clairement que le gouvernement conservateur est décidé à attaquer ce problème. La Société canadienne des postes doit élaborer un nouveau plan d'exploitation en accroissant la productivité et l'efficacité tout en améliorant la fiabilité du service.

Finalement, monsieur le Président, j'espère que tous les contribuables canadiens sont prêts à appuyer le gouvernement et à ne pas fléchir advenant une grève des postiers, qui devraient prouver leur efficacité avant de faire des menaces de grève.

* * *

[Traduction]

LE BUDGET

ON APPUIE LES MESURES VISANT À RESTREINDRE LES DÉPENSES

M. Bill Attewell (Don Valley-Est): Monsieur le Président, nous avons enfin un ministre des Finances (M. Wilson) qui estime le moment venu pour le Canada de payer ses dettes et de cesser d'emprunter pour engager des dépenses excessives. Le Canada est endetté jusqu'au cou depuis une décennie. Avant 1975, les finances du Canada étaient parmi les plus saines et les mieux administrées du monde industrialisé. Par suite des dépenses inconsidérées du gouvernement libéral précédent, notre situation financière est devenue l'une des pires. Nous avons maintenant un ministre des Finances qui fait preuve de modération financière.

Il a mis fin aux dépenses débridées. Pour l'année financière qui prendra fin le 31 mars 1986, les dépenses totales augmenteront de moins de 3 p. 100, ce qui est bien inférieur aux 3.9 p. 100 prévus en mai dernier. Mis à part le service de la dette, l'augmentation des dépenses cette année au Canada sera nulle, ce qui constitue une réussite exemplaire. Les Canadiens savent que le ministre est dans la bonne voie et ils lui accorderont leur appui inconditionnel.

* * *

LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

LE PROGRAMME DE DÉPENSES

M. Dave Dingwall (Cape Breton-Richmond-Est): Jeudi dernier, monsieur le Président, j'ai signalé à la Chambre les coupes sombres que le ministre des Finances (M. Wilson) a effectuées dans l'enveloppe des dépenses du développement économique. Cependant, quand on examine de plus près les diverses coupes effectuées dans les différents ministères que représente cette enveloppe, on demeure estomaqué.

Sept programmes du ministère de l'Expansion économique régionale sont passés sous le couperet. Développement industriel et régional: 80.74 p. 100. Transferts et contributions: 34.3

p. 100. Productivité de l'industrie du matériel de défense: 5.8 p. 100. Aide aux constructeurs de navires: 17.4 p. 100. Contributions à des organismes sans but lucratif et aux activités commerciales en vue d'appuyer le tourisme: 17.6 p. 100. Les autochtones du Canada: 48 p. 100. De toute évidence, le gouvernement ne se soucie absolument pas du développement économique régional nulle part au Canada, que ce soit en Colombie-Britannique ou dans les provinces de l'Atlantique.

* * *

● (1415)

LA CHAMBRE DES COMMUNES

PRÉSENCE À LA TRIBUNE DU PRÉSIDENT DU PARTI NEA DEMOKRATIA DE GRÈCE

M. le Président: J'aimerais signaler aux députés la présence à notre tribune aujourd'hui de M. Constantin Mitsotakis, président du parti Nea Demokratia de Grèce.

Des voix: Bravo!

PRÉSENCE À LA TRIBUNE DU MINISTRE DU TRAVAIL DE LA PROVINCE DU NOUVEAU-BRUNSWICK

M. le Président: Je tiens également à signaler aux députés la présence de l'honorable Joe Mombourquette, ministre du Travail de la province du Nouveau-Brunswick.

Des voix: Bravo!

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

LE BUDGET

LES PRÉVISIONS À L'ÉGARD DU PRIX DU PÉTROLE ET DES TAUX D'INTÉRÊT

Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition): Monsieur le Président, vendredi dernier, le ministre des Finances a pratiquement reconnu, à la Chambre, qu'il avait dû publier ses prévisions à l'égard du prix du pétrole et des taux d'intérêt pour respecter le délai d'impression et qu'elles ne reflétaient pas la réalité. Comme ces prévisions sont périmées et ne sont pas conformes à la réalité, est-il prêt à déposer des chiffres plus à jour afin que nous ayons une meilleure idée du déficit réel, et à présenter les autres prévisions budgétaires en termes courants pour que les citoyens aient une idée plus précise de la situation?

M. Broadbent: Allez-y, John.

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, je voudrais d'abord dire au chef de l'opposition que l'année n'est pas encore terminée. Elle commence dans quatre semaines environ. Deuxièmement, Michel Bélanger, le président de la Banque Nationale du Canada, qui s'y connaît sans doute un peu plus en taux d'intérêt que le député placé derrière le chef de l'opposition, a déclaré, au cours d'une entrevue, le week-end dernier: